

Novembre 2022



# Le Maroc : quel statut vis-à-vis de la France et de l'Europe ?

Institut d'études de géopolitique appliquée



# AVERTISSEMENT



L'Institut d'études de géopolitique appliquée est un laboratoire d'idées français fondé en 2015 spécialisé sur les relations internationales. Il exerce des activités de recherche scientifique, de diffusion d'informations à l'échelle internationale et de formations.

Rapport rédigé par l'Institut d'études de géopolitique appliquée, sous la direction de Manon Chemel et d'Alexandre Negrus.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, novembre 2022





**Comment citer cette publication :**

Manon Chemel, Alexandre Negrus (dir.), *Le Maroc : quel statut vis-à-vis de la France et de l'Europe ?*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, Novembre 2022.



## TABLE DES MATIÈRES

<b>L'équation marocaine vis-à-vis de la France et de l'Europe</b> .....	2
<b>Les défis sécuritaires et migratoires du Maroc : l'approche globale et multidimensionnelle du royaume</b> .....	4
<b>L'évolution de la menace exogène et les risques pour la sécurité intérieure marocaine</b> .....	4
<i>Historique de l'évolution de la lutte antiterroriste depuis 2001</i> .....	4
<i>La menace terroriste en provenance de la bande sahélo-saharienne et de la zone irako-syrienne</i> .....	5
<i>Coopération policière et judiciaire entre le Maroc, l'Europe et les États africains</i> .....	8
<b>L'opérationnel marocain au défi de la radicalisation et de l'enjeu carcéral</b> .....	9
<i>Promotion de « l'islam du juste milieu » et expertise marocaine sur les radicalités</i> .....	9
<i>Prévention de la radicalisation et gestion des radicalités : gestion des détenus radicalisés, formation des imams et programme de « déradicalisation »</i> .....	10
<i>Le rôle central et incontournable de la DGST</i> .....	11
<i>Le retour des combattants terroristes marocains</i> .....	13
<b>Le défi sécuritaire et humanitaire lié aux flux migratoires</b> .....	13
<b>La France, l'Europe et le royaume du Maroc : des enjeux à la croisée des chemins</b> .....	14
<b>La question du Sahara occidental : un enjeu déterminant</b> .....	14
<i>Analyse géostratégique des positions des grandes puissances</i> .....	14
<i>La position française : quelles perspectives ?</i> .....	16
<b>Les perspectives économiques, géoéconomiques et politiques de la coopération entre l'Europe et l'Afrique</b> .....	18
<i>L'Afrique : un marché convoité par l'Europe</i> .....	18
<i>Le royaume du Maroc : une économie résiliente</i> .....	19
<i>La nécessaire doctrine de politique étrangère de la France en Afrique</i> .....	20
<b>Éléments conclusifs et de recommandation : Préparer demain, dès aujourd'hui</b> .....	21
<b>Bibliographie</b> .....	23

**L**a production de connaissances en relations internationales au sujet du Royaume du Maroc, si elle existe, est souvent redondante dans son contenu et extrêmement polarisée entre enthousiastes et détracteurs. De nombreuses institutions publiques, mais également des centres de recherche privés élaborent des travaux au sujet du Maroc et la démarche de cette étude n'est pas originale dans sa forme.

Elle vise cependant, sur le fond, à prendre une certaine distance vis-à-vis des axes traditionnellement abordés au cours de colloques et dans nombre de communications écrites. La méthode employée vise à mettre en perspective les acquis du royaume chérifien avec d'importants enjeux d'actualité, pour réfléchir avec pragmatisme et rigueur à l'avenir des relations entre le Maroc et la France ainsi qu'avec l'Union européenne.

Souvent analysé sous le prisme des relations stratégiques avec ses voisins et dans son étranger proche, il est essentiel de porter une analyse novatrice, en renouvelant le prisme français avec une vision à la fois ambitieuse et audacieuse, consistant à imaginer le futur des relations entre l'Union européenne, la France et l'Afrique avec le royaume du Maroc comme pivot à plusieurs échelles. Envisager une coopération économique soutenue, c'est se projeter dans une dimension à la fois sécuritaire et géoéconomique qui permettra d'appréhender de nouveaux défis, tant pour les autorités marocaines que pour les autorités européennes. Si le royaume du Maroc n'est pas une « spécificité », il n'en demeure pas moins que ce pays, fort de sa stabilité macroéconomique et institutionnelle, ainsi que par son approche sécuritaire, est caractérisé par sa singularité. Le royaume du Maroc, une des monarchies les plus anciennes au monde<sup>1</sup> a été le seul pays à éviter le « Printemps arabe », qui a débuté le 17 décembre 2010 avec la révolution tunisienne. Ont suivi d'importants mouvements de protestation en Jordanie, en Égypte, au Yémen, au Bahreïn, en Libye et en Syrie. En février 2011, un mouvement de protestation éclate au Maroc mais le royaume parvient à amorcer une transition maîtrisée ; ce qui fait apparaître d'évidentes opportunités de coopérations multidimensionnelles avec la France et l'Europe, ces dernières ayant un intérêt à ne pas voir les concurrents chinois, russe et turc prendre des parts de marché additionnelles. Le contexte international et le basculement des intérêts stratégiques doit ainsi permettre à la France de s'engager dans la définition d'une véritable doctrine de politique étrangère vis-à-vis de l'Afrique, tout en s'inscrivant dans un agenda européen qui, à l'échelle globale, doit aussi regarder en direction de l'Afrique.

Or, depuis plusieurs mois, le plus souvent *mezzo voce* ou à travers les médias, une sorte de tension sourde semble s'être installée entre Rabat et Paris, là où les deux pays semblaient emprunter une trajectoire convergente depuis 2013 et la résolution de la dernière crise bilatérale<sup>2</sup> après plusieurs mois de brouille diplomatique<sup>3</sup>. La question de la réduction drastique des visas notamment, constitue la pomme de discorde la plus visible<sup>4</sup>. Or, à tous les niveaux,

<sup>1</sup> Il est le deuxième royaume le plus ancien après celui du Japon.

<sup>2</sup> En 2013 et 2014, des plaintes furent déposées à Paris près l'unité française spéciale pour la poursuite des crimes de génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et torture, contre le patron du contre-espionnage marocain, Abdellatif Hammouchi, pour « torture » et « complicité de torture ». Des policiers s'étaient alors rendus à la résidence de l'ambassadeur du Maroc près de Paris pour lui notifier une demande d'audition de la justice française. Le Maroc avait alors récusé les accusations et suspendu sa coopération judiciaire avec Paris.

<sup>3</sup> « Une plainte visant le chef des renseignements marocain classée », *Le Figaro*, 19 juillet 2016.

<sup>4</sup> KADIRI Ghalika, « Incompréhension et colère au Maroc après l'annonce de la réduction des visas par la France », *Le Monde Afrique*, 28 septembre 2021.

« Visas : le Maroc déplore la 'décision injustifiée' de la France », *Le Point*, 28 septembre 2021.



l'installation dans la durée de relations crispées entre les deux pays est une mauvaise nouvelle pour la France, tant le Maroc affiche désormais son ambition de devenir la nouvelle puissance régionale et le point d'entrée incontournable vers l'Afrique de l'ouest francophone.

Dans un contexte de mutations internationales engagées depuis plusieurs années et accélérées par une double conjoncture de crise sanitaire mondiale relative au Covid-19 et de guerre en Ukraine, nombre de puissances émergentes tentent de saisir de nouvelles opportunités. Les défis sont nombreux entre sécurité, approvisionnement énergétique, environnement, migrations et bonne gouvernance entre autres.

## I. Les défis sécuritaires et migratoires du Maroc : l'approche globale et multidimensionnelle du royaume

Le Maroc est considéré comme l'un des pays pionniers dans la lutte antiterroriste. Par son approche multidimensionnelle, le royaume a su, depuis 2003, innover en matière de contre-terrorisme, prévention de la radicalisation et d'entrave à la menace sécuritaire en provenance de groupes comme al-Qaïda ou encore l'État islamique qui, par leurs actions, opèrent une véritable déstabilisation à la fois régionale et internationale ; entraînant l'apparition d'une menace projetée et la multiplication de pléthore de nébuleuses affiliées à ces deux groupes.

Le terrorisme étant à la fois un phénomène mouvant et protéiforme, les services de renseignement marocains et les différents acteurs de la lutte antiterroriste ont dû réadapter à la fois leur arsenal sécuritaire, judiciaire et préventif. En cela, le Maroc a su répondre à cette menace évolutive et apporter son concours à l'échelle internationale dans la neutralisation, l'éradication de cellules terroristes et dans l'échange d'informations sur des auteurs d'attentats. Le royaume du Maroc apparaît dès lors comme un acteur incontournable dans l'architecture de sécurité européenne.

### 1. L'évolution de la menace exogène et les risques pour la sécurité intérieure marocaine

*« Depuis les attentats du 16 mai 2003, le Maroc a adopté une approche globale, intégrée et multidimensionnelle, dont les mots d'ordre sont la vigilance et l'anticipation. Ces deux principes sont aujourd'hui fondamentaux face à la menace du Sahel. »<sup>5</sup>*

Cherkaoui Habboub

#### • Historique de l'évolution de la lutte antiterroriste depuis 2001

Engagé auprès de ses partenaires de la coalition internationale contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, le Maroc est devenu une cible pour la mouvance djihadiste comme en attestent les attentats du 16 mai 2003 à Casablanca<sup>6</sup>.

Ces attaques marquent en effet la fin de « l'exception marocaine » où les terroristes ne frappaient pas le royaume<sup>7</sup>. Ces attentats ont été perçus comme une onde de choc au sein de la société marocaine et des services de sécurité marocains qui étaient parvenus jusqu'alors à contenir efficacement la menace.

Depuis 2003, la lutte antiterroriste marocaine a été totalement repensée. Suite à ces attaques, le Maroc a réalisé que pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme religieux, il était nécessaire d'élaborer une stratégie de lutte antiterroriste et de prévention de la radicalisation multidimensionnelle et inclusive<sup>8</sup>. Cela a donné naissance à une nouvelle pensée stratégique

<sup>5</sup> TOUMI Hassan, Maroc – Cherkaoui Habboub : « Sur l'anti-terrorisme, il n'y a aucune coopération avec l'Algérie, et nous le regrettons », *Jeune Afrique*, 9 mars 2021.

<sup>6</sup> Cinq attentats-suicide perpétrés par douze kamikazes de l'organisation *Salafia Jihadia*, inspirée du jihad afghan. 33 civiles y ont perdu la vie et une centaine de blessés ont été recensés.

<sup>7</sup> « Lutte antiterroriste & service militaire au Maroc », *MediITV Afrique*, 16 mai 2022, <https://www.youtube.com/watch?v=Zl3odm2bSJs>

<sup>8</sup> Entretien avec El Mostafa Rezrazi, réalisé par l'Institut d'études de géopolitique appliquée le 20 septembre 2022.

accompagnée de mesures globales appropriées au nouveau contexte sécuritaire et aux évolutions de la menace terroriste.

Ces attaques ont en outre reconfiguré l'arsenal sécuritaire marocain en donnant naissance à une nouvelle approche sécuritaire qui continue de montrer son efficacité à travers le nombre de cellules terroristes démantelées sur l'ensemble du territoire marocain.

Cette approche marocaine en fait un acteur stratégique et lui confère une légitimité qui se traduit notamment par la tenue à Marrakech, le 11 mai 2022, de la réunion de la coalition internationale contre Daech, qui a permis de mettre en exergue l'importance d'une approche multilatérale dans la lutte contre le terrorisme<sup>9</sup>.

Suite aux attentats de 2003, Rabat est entré dans une guerre globale contre le terrorisme à l'instar des autres pays ayant été confrontés à cette menace terroriste. Cela s'est traduit par un renforcement des moyens juridiques, sécuritaires et préventifs<sup>10</sup>.

Tout un arsenal juridique a été adopté pour encadrer la lutte antiterroriste dans le royaume chérifien. Il y a eu une modernisation de cet arsenal juridique avec la loi 03.03 de 2003 relative à la lutte contre le terrorisme et son financement<sup>11</sup>. Des amendements ont été apportés avec la loi 86.14 sur le phénomène des combattants terroristes étrangers car il n'y avait pas que des Marocains qui étaient concernés.

Depuis, le royaume est confronté à de nouveaux défis, notamment en raison du nouvel acteur que constitue l'État islamique et des différents théâtres d'opération où les groupes terroristes prolifèrent à l'instar du groupe al-Qaïda et ses affidés ainsi que des groupes affiliés à l'État islamique – notamment en provenance de la zone irako-syrienne et du Sahel.

- **La menace terroriste en provenance de la bande sahélo-saharienne et de la zone irako-syrienne**

La France annonçait, le 17 février 2022, son retrait du Mali, signant la fin de l'opération Barkhane<sup>12</sup> qui a commencé le 1<sup>er</sup> août 2014. Le 15 août 2022, les dernières forces françaises quittaient la dernière base à Gao, marquant le retrait effectif des troupes françaises<sup>13</sup>. Dans ce contexte, l'Hexagone cherche à définir une nouvelle stratégie hors de ses frontières pour lutter contre la menace terroriste en provenance d'Afrique. Pour repenser ses déploiements militaires en Afrique, la France – qui envisage des dispositifs moins exposés – devra compter sur le Maroc.

La déstabilisation régionale engendrée par la présence djihadiste et des groupes affiliés à l'État islamique ou al-Qaïda dans la région sahélo-saharienne touche aussi bien l'Europe que

---

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> « Lutte antiterroriste & service militaire au Maroc », *Medi1TV Afrique*, 16 mai 2022. Lien : <https://www.youtube.com/watch?v=Zl3odm2bSJs>

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> Opération militaire menée au Sahel et au Sahara par l'armée française : Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad.

<sup>13</sup> Les derniers soldats français ont quitté le Mali, mettant fin à neuf ans d'opérations, *France 24*, 15 août 2022.

l'Afrique dans son ensemble, dont le Maroc. Aujourd'hui, le Sahel représente un défi sécuritaire majeur pour le royaume puisque c'est de cette région que provient la menace terroriste en lien avec ces groupes, à laquelle sont confrontés Rabat et ses voisins<sup>14</sup>.

Avant 2016, les défis sécuritaires au Sahel concernaient principalement la présence de mouvements armés djihadistes affiliés au groupe al-Qaïda. À partir de 2016, le groupe État islamique au Grand Sahara a fait son apparition (EIGS). Ainsi, on note la présence de plus en plus fréquente de ressortissants de pays du continent africain, témoignant de la porosité des frontières face au djihadisme et de la nécessaire internationalisation de l'agenda sécuritaire<sup>15</sup>.

Dans ce contexte, le Maroc est un acteur clef de ce nouvel agenda. Depuis les attaques de 2003, le Maroc a adopté une approche globale, intégrée et multidimensionnelle avec comme *leitmotiv* la vigilance et l'anticipation, fondamentales face à la menace en provenance du Sahel<sup>16</sup>. Ce territoire est en effet devenu le nouveau refuge d'un grand nombre de réseaux terroristes, en raison de la perte de territoires en zone irako-syrienne amorcée à partir de l'année 2016.

Le Sahel représente aujourd'hui un enjeu majeur pour le royaume puisqu'une grande partie de la menace exogène provient de ce territoire. Cette menace n'est toutefois pas nouvelle et les services marocains avaient, bien des années avant, analysé les enjeux et les dangers de cette zone. Les services de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST)<sup>17</sup> ont en effet alerté avant les attentats du 11 septembre 2001 la communauté du renseignement sur l'intérêt porté par al-Qaïda sur la région du Sahel en tant qu'espace opérationnel en perspective<sup>18</sup>.

Depuis, les groupes terroristes n'ont cessé de prospérer dans la région en raison de plusieurs facteurs parmi lesquels figurent les conflits locaux marqués par l'instabilité politique, la défaillance de l'État, le confessionnalisme ainsi que l'instabilité économique<sup>19</sup>.

Aujourd'hui, l'objectif de Rabat en Afrique est donc de parvenir à stabiliser la région et protéger ses frontières des groupes terroristes affiliés à al-Qaïda et à l'État islamique, tout en évitant les départs de Marocains pour rejoindre ces groupes.

La coopération entre le Maroc et le G5 Sahel<sup>20</sup> apparaît comme indispensable pour contrer la menace terroriste dans la région. Le royaume détient par ailleurs une réelle expertise dans le

---

<sup>14</sup> TOUMI Hassan, Maroc – Cherkaoui Habboub : « Sur l'anti-terrorisme, il n'y a aucune coopération avec l'Algérie, et nous le regrettons », *Jeune Afrique*, 9 mars 2021.

<sup>15</sup> SORICELLI Corentin, *L'aide au développement, nouvelle stratégie sécuritaire de la France au Sahel*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, p.10, 23 août 2022.

<sup>16</sup> TOUMI Hassan, Maroc – Cherkaoui Habboub : « Sur l'anti-terrorisme, il n'y a aucune coopération avec l'Algérie, et nous le regrettons », *Jeune Afrique*, 9 mars 2021.

<sup>17</sup> Service de renseignements intérieur, chargé de la sécurité territoriale.

<sup>18</sup> « Lutte antiterroriste : l'expertise marocaine reconnue à l'échelle internationale », *MediITV Afrique*, 9 décembre 2020, (571) Lutte antiterroriste : l'expertise marocaine reconnue à l'échelle internationale - YouTube.

<sup>19</sup> EL AJLAOUI Moussaoui, « Les défis et enjeux sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien », Dialogues sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien, p.7, 2016.

<sup>20</sup> Le G5 Sahel est un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité, réunissant la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger le Tchad. Le Mali a annoncé son retrait le 15 mai 2022.

domaine du renseignement humain et peut ainsi apporter son concours dans la sécurisation de la région en tentant de contenir la menace terroriste. L'efficacité des services marocains tient à une combinaison efficace de trois facteurs selon le géopoliticien Nabil Adel, qui estime qu'« il y a d'un côté la collecte, le traitement et l'analyse du renseignement directement en provenance du terrain des opérations par des agents infiltrant ces groupes. De l'autre, il y a l'utilisation intelligente des technologies de l'information (intelligence artificielle et Cybersécurité). »<sup>21</sup>

L'insécurité en provenance du Sahel permet toutefois au royaume de mettre en avant ses capacités opérationnelles et en fait un acteur crédible à l'égard de la communauté internationale. En définitive, cela représente un défi stratégique pour le royaume qui est un partenaire incontournable pour les pays de la coalition internationale – comme en atteste la tenue de la réunion interministérielle de la coalition contre Daech susmentionnée. Lors de cette réunion, le Maroc a plaidé pour une réponse multilatérale insistant sur l'importance de l'échange de renseignements entre les différents pays, le renforcement des capacités ainsi que la formation des chefs religieux<sup>22</sup>.

Il est à noter que le Maroc accueille annuellement l'opération *African Lion*. Ce sont des exercices conjoints entre les États-Unis et le Maroc. Il s'agit du plus large exercice militaire en Afrique<sup>23</sup>. Le principal objectif affiché par les autorités organisatrices est le renforcement des capacités communes de défense pour lutter contre les menaces transnationales et les organisations extrémistes violentes<sup>24</sup>. Ces exercices visent à promouvoir et renforcer les capacités militaires du Maroc, lequel dispense à nombre d'officiers (plusieurs centaines) une formation avancée.

Les autorités marocaines ont également fait part de leur fructueuse collaboration avec l'Organisation des Nations unies en matière de lutte contre le terrorisme, matérialisée par la signature en octobre 2020 d'un accord formalisant l'accueil à Rabat du Bureau Programme pour la lutte contre le terrorisme et la Formation en Afrique de l'UNOCT (*United Nations Office of Counter-Terrorism*). Cet élément offre, selon Nasser Bourita, ministre des Affaires étrangères, de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, « une perspective qui pourrait contribuer davantage aux efforts de renforcement des capacités de la Coalition »<sup>25</sup>.

En sus de la menace terroriste en provenance de la bande sahélo-saharienne, la criminalité organisée (traite des êtres humains, émigration clandestine, contrebande, trafic d'armes et de drogues) demeure aussi l'un des enjeux sécuritaires majeurs que le royaume a à traiter<sup>26</sup>.

---

<sup>21</sup> Entretien avec Nabil Adel, réalisé par l'Institut d'études de géopolitique appliquée le 27 septembre 2022.

<sup>22</sup> « Le Maroc plaide pour une réponse multilatérale dans la lutte contre le terrorisme », *Aujourd'hui le Maroc*, 12 mai 2022.

<sup>23</sup> *African Lion* 2022, le plus large exercice militaire en Afrique, piloté par le Maroc et les États-Unis, *Euronews*, 21 juin 2022.

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> BOURITA Nasser, La coopération entre le Maroc et les Nations unies en matière de lutte contre le terrorisme est forte et fructueuse, site officiel du ministère des Affaires étrangères, de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, 23 juin 2022.

<sup>26</sup> SIALI Mohamed, « Le chef de la lutte contre le terrorisme au Maroc : 'Le Sahel est le centre de préoccupation principal de Rabat' », *Atalayar*, 16 avril 2022.

Par ailleurs, les réseaux terroristes et les réseaux criminels ont des intérêts convergents. Les réseaux terroristes promettent une protection aux criminels tandis que ces derniers assurent un financement nécessaire aux opérations terroristes<sup>27</sup>. Pour mieux appréhender cette double menace, une coopération approfondie est nécessaire à plusieurs niveaux. Le Bureau central d'investigations judiciaires (BCIJ), la branche judiciaire de la DGST que d'aucuns surnomment le « FBI marocain », abat un travail substantiel.

- **Coopération policière et judiciaire entre le Maroc, l'Europe et les États africains**

Le Maroc coopère avec un certain nombre de pays en matière de lutte contre le terrorisme. Les forces armées marocaines ont participé à la coalition dirigée par les États-Unis dans la coalition anti-Daech en Irak et en Syrie en 2014<sup>28</sup>.

En matière de lutte contre la radicalisation les services de renseignement marocains ont développé une coopération renforcée avec la France, l'Espagne et le Portugal dans le cadre d'un « G4 sécurité »<sup>29</sup>. Les services marocains développent également une coopération avec les États-Unis et la Belgique. En matière policière, la coopération avec la France et d'autres États du Vieux continent via le canal Interpol est fluide, le Maroc et la France émettant un certain nombre de demandes d'extradition aux fins de poursuites pénales ou d'exécution de peines dans des dossiers relatifs à des trafics transnationaux ou en lien avec des faits de terrorisme<sup>30</sup>.

La coopération a une dimension plus large et n'est pas limitée aux champs policier, juridique et sécuritaire. Selon le chercheur El Mostafa Rezrazi, « l'approche religieuse marocaine [...] a suscité un intérêt particulier de la part des pays africains et arabes qui ont manifesté leur détermination à l'emprunter en sollicitant l'expertise du royaume, à travers la signature d'accords de partenariat qui portent sur la formation d'imams et de prédicateurs. »<sup>31</sup>

Il poursuit en indiquant qu'« un premier accord conclu a concerné la formation de 500 imams maliens. Il a été suivi par des conventions similaires avec la Tunisie, la Guinée-Conakry et d'autres pays, d'où la décision de créer un grand Institut à Rabat, chargé de la formation des imams et des prédicateurs au Maroc et à l'étranger. »<sup>32</sup>

---

<sup>27</sup> Entretien avec Nabil Adel, réalisé par l'Institut d'études de géopolitique appliquée le 27 septembre 2022.

<sup>28</sup> Réunion ministérielle du groupe restreint de la coalition anti-Daesh : Le Maroc plaide pour une mobilisation accrue de la coalition contre les actes de violence de Daesh en Afrique de l'Ouest et au Sahel, site officiel du ministère des Affaires étrangères, de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, 4 juin 2020.

<sup>29</sup> AIRAULT Pascal, « Comment le Maroc a structuré ses services de lutte contre le terrorisme », *L'Opinion*, 29 juillet 2019.

<sup>30</sup> Source du ministère de la Justice français.

<sup>31</sup> Entretien avec El Mostafa Rezrazi, réalisé par l'Institut d'études de géopolitique appliquée le 20 septembre 2022.

<sup>32</sup> *Ibid.*

## 2. *L'opérationnel marocain au défi de la radicalisation et de l'enjeu carcéral*

En matière de lutte contre le terrorisme, d'aucuns évoquent le « modèle marocain », soulignant l'action du royaume du Maroc en la matière.

### • **Promotion de « l'islam du juste milieu » et expertise marocaine sur les radicalités**

Après les attentats du 16 mai 2003, le Maroc a réalisé que pour combattre le terrorisme et l'extrémisme religieux, il était primordial de définir une stratégie de lutte antiterroriste et de prévention de la radicalisation multidimensionnelle et inclusive car en effet, « face au développement du terrorisme international et dans le cadre d'une stratégie novatrice, le royaume a adopté une approche anticipative tout en mettant en œuvre des actions multidimensionnelles à travers le renforcement de l'arsenal juridique et de l'appareil sécuritaire, la consolidation du développement socio-économique, la promotion de la coopération internationale et la réforme du champ religieux. »<sup>33</sup>

L'attention a été portée sur un contrôle accru du domaine religieux, des discours véhiculés tout en tentant de créer un socle religieux de référence basé sur une identité commune. Le Roi Mohammed VI « prône une application de l'islam sunnite et du rite Malikite (...) pour s'adapter aux différents changements (de la) société. Il prône également le recours uniquement aux Oulémas (*savants*) qualifiés et formés pour interpréter et contextualiser les textes sacrés. »<sup>34</sup>

Plus largement, un important travail institutionnel a été réalisé au Maroc, qui essaie également d'utiliser des ressorts médiatiques et pédagogiques pour promouvoir un islam modéré, tolérant et ouvert, en interaction avec d'autres confessions et divers systèmes de pensée<sup>35</sup>. Il convient de citer en ce sens des structures officielles d'encadrement religieux telles que le conseil supérieur et les conseils locaux des oulémas, la Rabita Mohammadia des oulémas ou encore la chaîne Mohammed VI pour le Coran<sup>36</sup>.

Pour lutter efficacement contre toutes les dérives sectaires, le roi Mohammed VI a mis en place plusieurs initiatives ayant contribué à la promotion d'une véritable identité marocaine basée sur « l'islam du juste milieu », « composé d'une école juridique malékite qui représente l'orthodoxie sunnite, d'une école théologique acharite et d'une école de fraternité, le soufisme. »<sup>37</sup>

Au fil du temps, le Maroc est devenu un véritable rempart contre le prosélytisme et le terrorisme. Cette politique de « l'islam du juste milieu » insiste également sur l'importance d'un accompagnement des imams auprès des populations marocaines.

<sup>33</sup> « Lutte antiterroriste : l'expertise marocaine reconnue à l'échelle internationale », *Medi1TV Afrique*, 9 décembre 2020, (571) Lutte antiterroriste : l'expertise marocaine reconnue à l'échelle internationale - YouTube.

<sup>34</sup> Entretien avec Nabil Adel, réalisé par l'Institut d'études de géopolitique appliquée le 27 septembre 2022.

<sup>35</sup> Entretien avec El Mostafa Rezrazi, réalisé par l'Institut d'études de géopolitique appliquée le 20 septembre 2022.

<sup>36</sup> *Idem*.

<sup>37</sup> BENHIDA Bouchra, « Maroc : le leadership monarchique 'de l'islam du juste milieu' », *Afrique La Tribune*, 27 juillet 2019.



Le royaume s'est employé à construire un champ religieux permettant de lutter efficacement contre l'extrémisme violent. En ce sens, l'Institut Mohammed VI a été créé pour la formation des imams, mouchidates et mouchidines. Cet institut reçoit des étudiants du Maroc mais aussi d'ailleurs en Afrique<sup>38</sup>. A également été créée la Fondation Mohammed VI des Oulémas Africains, visant à promouvoir l'islam modéré, la tolérance religieuse et une bonne compréhension de l'islam, afin de lutter contre les tentations extrémistes.

En outre, pour prévenir efficacement cette radicalisation islamiste, le Maroc accorde une importance capitale à l'éducation, à la formation mais également à l'engagement de la société civile dans cette stratégie nationale qui s'articule autour de trois principaux volets : sécuritaire, socio-économique et religieux<sup>39</sup>. Par ailleurs, au Maroc le service militaire est obligatoire afin de rendre les jeunes plus responsables tout en leur apprenant à acquérir le savoir-faire militaire pour défendre le territoire national tout en mettant l'accent sur le sentiment d'appartenance à la communauté marocaine.

La prévention se matérialise également par une bonne gestion de la radicalisation dans les centres pénitentiaires.

- **Prévention de la radicalisation et gestion des radicalités : gestion des détenus radicalisés, formation des imams et programme de « déradicalisation »**

En matière de gestion des détenus, les autorités pénitentiaires marocaines avaient choisi dans un premier temps de rassembler les détenus radicalisés dans un petit nombre d'établissements en les séparant du reste de la population carcérale. Autrement dit, l'objectif visé était de les distinguer des personnes détenues pour des faits de droit commun<sup>40</sup>. En cela, les deux populations étaient séparées dans des espaces distincts afin d'éviter l'effet de contagion radicale redouté par les autorités marocaines. Le regroupement des détenus radicalisés a toutefois prouvé que la concentration de ces individus entraînait une radicalisation plus violente – sapant ainsi les efforts déployés dans le cadre des programmes de ce que les autorités marocaines appellent « déradicalisation »<sup>41</sup>. Il a ainsi été décidé de disperser ces détenus radicalisés dans une quarantaine d'établissements différents<sup>42</sup>.

En 2017, le Maroc, sous l'impulsion de la Direction générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion (DGAPR) lance le programme « Moussalaha » visant à lutter contre la radicalisation. Ce programme innovant a pour but de prendre en charge et accompagner les détenus incarcérés pour des faits de terrorisme.

<sup>38</sup> Site officiel de l'Institut Mohammed VI de formation des imams mouchidine et mouchidat, consulté le 28 septembre 2022.

<sup>39</sup> 76ème session de l'Assemblée générale des Nations unies, Déclaration du Royaume du Maroc sur le point 111 de l'ordre du jour, « Mesures visant à éliminer le terrorisme international », New York, 8 octobre 2021.

<sup>40</sup> « Manuel sur la gestion des détenus extrémistes violents et la prévention de la radicalisation violente en milieu carcéral », ONUDC, 2017.

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> *Ibid.*



Il s'appuie sur trois axes fondamentaux : la réconciliation avec soi-même, avec les textes religieux et avec la société<sup>43</sup>. En milieu carcéral, le programme Moussalaha vise également la déconstruction idéologique avec l'aide de théologiens qui vont travailler de concert avec les détenus sur les textes et les discours religieux<sup>44</sup>. Ce programme a également été élargi aux femmes détenues en vertu de la loi antiterroriste. Depuis sa création, 239 personnes ont pu bénéficier du programme<sup>45</sup>. Enfin, à leur sortie de détention, les détenus bénéficient de projets d'accompagnement et d'aide à l'emploi afin de maximiser les opportunités d'intégration dans la société sur des bases pérennes.

Dans un contexte de fortes tensions en France au sujet des « sortants<sup>46</sup> » qui pose la délicate question de leur suivi, les autorités françaises et marocaines ont en effet chacune des approches, des pratiques et des retours d'expérience à partager.

Le Maroc apparaît définitivement comme un partenaire incontournable dans la lutte contre la menace terroriste. Cette compétence et cette confiance peuvent se comprendre à travers leur expertise nationale, la collecte et l'analyse du renseignement et leur parfaite connaissance du terrain. Ces derniers ont en effet une connaissance précise du territoire africain et peuvent, grâce à cet atout, combattre plus efficacement les forces djihadistes en présence. Le Maroc excelle par ailleurs dans le renseignement humain grâce notamment à ses missions d'infiltration de réseaux terroristes.

Enfin, le Maroc a su nouer des partenariats stratégiques à l'international qui lui permettent d'apporter son concours aux différentes crises sécuritaires qui bousculent la région. La Direction générale de la surveillance du territoire (DGST) du Maroc exerce des missions qui s'avèrent cruciales.

- **Le rôle central et incontournable de la DGST**

La DGST est un acteur clef à plusieurs niveaux (national, régional et international) de la lutte contre le terrorisme au Maroc mais également au-delà de ses frontières, dans le cadre d'une coopération et d'un échange d'informations avec ses homologues étrangers et particulièrement avec les autorités françaises, à savoir la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) et la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Son travail opérationnel sur le terrain a été déterminant pour déjouer plusieurs attentats, dont un certain nombre visaient le sol européen<sup>47</sup>, grâce à de la collecte de renseignements qui ont permis non seulement de donner l'alerte en temps utile mais également afin de démanteler des cellules terroristes. La DGST a également apporté son concours pour la localisation et la neutralisation d'acteurs terroristes

---

<sup>43</sup> « Compte-rendu de conférence : Lutte anti-terroriste : décryptage de l'approche marocaine et enjeux du partenariat stratégique avec l'Union européenne », Association nationale des Auditeurs jeunes de l'Institut des hautes études de défense nationale, 18 octobre 2018.

<sup>44</sup> AIRAULT Pascal, « Comment le Maroc a structuré ses services de lutte contre le terrorisme », *L'Opinion*, 29 juillet 2019.

<sup>45</sup> L.K., « Lutte contre l'extrémisme : 239 détenus ont bénéficié du programme « Moussalaha » (Réconciliation) », *Maroc Hebdo*, 29 juillet 2022.

<sup>46</sup> Détenus radicalisés condamnés pour des faits de terrorisme qui ont purgé leur peine ou qui arrivent en fin de peine.

<sup>47</sup> « Lutte antiterroriste : l'expertise marocaine reconnue à l'échelle internationale », *Medi1TV Afrique*, 9 décembre 2020, (571) Lutte antiterroriste : l'expertise marocaine reconnue à l'échelle internationale - YouTube.

projetant de commettre des attentats au-delà des frontières africaines et européennes, en coopérant aussi avec les services de renseignement américains<sup>48</sup>.

Il est ainsi à noter que la DGST a noué des relations avec le *Federal Bureau of Investigation* (FBI)<sup>49</sup> et la *Central Intelligence Agency* (CIA)<sup>50</sup> s'agissant des États-Unis et avec le *Centro Nacional de Inteligencia* (CNI)<sup>51</sup> s'agissant de l'Espagne. Cette coopération internationale s'avère toujours efficace, les autorités américaines et marocaines ayant réussi, encore récemment en 2022, à localiser et arrêter un membre présumé de l'État islamique soupçonné de fomenter un projet terroriste<sup>52 53</sup>.

En pratique, la coopération de la DGST avec ses homologues se matérialise par un échange d'expertise et de bonnes pratiques, sans omettre les missions de formation communes et le partage de renseignements qui s'avèrent cruciaux dans l'appréhension de suspects projetant de passer à l'acte<sup>54</sup>. C'est ainsi que le commanditaire belgo-marocain des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, Abdellamid Abaaoud, a pu être neutralisé grâce aux renseignements fournis par les services marocains<sup>55</sup>.

S'agissant précisément de la coopération entre le Maroc et les États-Unis, dans son rapport de 2022 sur la coopération avec le Maroc, le département d'État américain a mentionné que « *le Maroc et les États-Unis partagent des préoccupations communes et se consultent étroitement sur les questions de sécurité, de politique, d'économie et de développement durable. Les États-Unis ont désigné le Maroc comme un allié majeur non membre de l'OTAN en 2004, et les armées américaine et marocaine organisent des exercices et des entraînements conjoints. Le Maroc est un partenaire solide dans les efforts de lutte contre le terrorisme et travaille étroitement avec les forces de l'ordre américaines pour sauvegarder les intérêts de sécurité nationale des deux pays. Les États-Unis et le Maroc coordonnent leurs efforts pour promouvoir la stabilité et la sécurité régionales, notamment par le biais du Forum mondial de lutte contre le terrorisme et de la Coalition mondiale pour vaincre l'État islamique en Irak et le Levant.* »<sup>56</sup> Les États-Unis reconnaissent dès lors l'importance stratégique que revêt Rabat dans la lutte contre la menace terroriste. Encore récemment, les 13 et 14 juin 2022, le patron de la DGST, Abdellatif Hammouchi, s'est rendu aux États-Unis afin de rencontrer les agences américaines de renseignement.

Parmi les préoccupations des chancelleries concernées par la menace terroriste, dont le Maroc, le sujet du retour des combattants terroristes ayant quitté leur théâtre d'opération est primordial.

<sup>48</sup> « Quand la DGST vient au secours du FBI des États-Unis », *Maroc diplomatique*, 27 janvier 2021.

<sup>49</sup> Service gouvernemental de police sous l'autorité du département de la Justice des États-Unis.

<sup>50</sup> Agence indépendante du gouvernement des États-Unis.

<sup>51</sup> Service de renseignement et de contre-espionnage espagnol rattaché au ministère de la Défense.

<sup>52</sup> Information du Bureau central d'investigations judiciaires.

<sup>53</sup> « Maroc : arrestation d'un membre présumé de l'EI soupçonné de 'projet terroriste' », *Le Figaro*, 29 septembre 2022.

<sup>54</sup> « Lutte antiterroriste : l'expertise marocaine reconnue à l'échelle internationale », *MediTV Afrique*, 9 décembre 2020, (571) Lutte antiterroriste : l'expertise marocaine reconnue à l'échelle internationale - YouTube.

<sup>55</sup> *Ibid.*

<sup>56</sup> U.S. Department of State, U.S. Relations With Morocco, Bilateral relations fact sheet, Bureau of near eastern affairs, June 6, 2022. TRADUCTION LIBRE.

- **Le retour des combattants terroristes marocains**

Le Maroc fait partie des pourvoyeurs importants de combattants dans la zone irako-syrienne qui ont rejoint des groupes à l'instar de l'État islamique ou encore du Front al-Nostra<sup>57</sup>. Des sources officielles avancent qu'à la fin de 2014, 1203 Marocains combattants s'étaient ralliés à l'État islamique, en Syrie et en Irak<sup>58</sup>. Les services de sécurité marocains agissent toutefois en amont à travers leur stratégie d'anticipation consistant à arrêter les velléitaires désireux de rejoindre des théâtres d'opération<sup>59</sup>.

Toutefois, depuis 2016 l'organisation État islamique essuie des revers qui ont contraint de nombreux combattants à regagner leur pays d'origine ou à rejoindre d'autres théâtres d'opération. L'enjeu majeur réside dès lors dans l'analyse du niveau de dangerosité de ces « revenants » qui provient à la fois de leur savoir-faire militaire (maniement des armes et des explosifs, techniques de guerre, etc.) et leur degré de radicalisation. Le royaume doit prévenir d'éventuelles « bombes à retardement » émanant de ces individus.

Concernant les combattants marocains présents sur un théâtre d'opération et qui projettent de rejoindre le Maroc, le royaume a entrepris une réforme de son système juridique tout en introduisant des programmes de « déradicalisation » dans les prisons<sup>60</sup>.

Un autre défi sécuritaire et humanitaire majeur, pour le royaume ainsi que pour l'Union européenne, réside dans la bonne gestion des flux migratoires.

### ***3. Le défi sécuritaire et humanitaire lié aux flux migratoires***

La question migratoire figure incontestablement à l'agenda de la diplomatie du royaume chérifien. Selon l'agence européenne Frontex, les flux migratoires irréguliers en provenance du Maroc ont diminué de 25%<sup>61</sup>. Cette diminution est à mettre en perspective avec le contexte diplomatique, notamment la réconciliation entre Rabat et Madrid.

Abdelmounaim El Gueddari, professeur à l'Université Mohammed V de Rabat<sup>62</sup>, estime que « les ambitions géopolitiques et territoriales des uns et des autres se traduisent aujourd'hui par une coopération triangulaire entre l'Union européenne, l'Union africaine et le Maroc dans le domaine des migrations. Lancé depuis 2006, le processus de Rabat sur la migration et le développement marque le début d'une coopération euro-africaine dont le Maroc constitue la pierre angulaire. » Il est également souligné par le Pr. El Gueddari que « la réciprocité est

---

<sup>57</sup> EL AJLAOUI Moussaoui, « Les défis et enjeux sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien », Dialogues sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien, p.6, 2016.

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> SIALI Mohamed, « Le chef de la lutte contre le terrorisme au Maroc : 'Le Sahel est le centre de préoccupation principal de Rabat' », *Atalayar*, 16 avril 2022.

<sup>60</sup> KENZA BERRADA Kathya, « La question du retour des combattants terroristes étrangers : Aperçu de l'expérience marocaine », *European Eye on Radicalization*, 25 mars 2020.

<sup>61</sup> Frontex, chiffre du 16 août 2022.

<sup>62</sup> AGBEZOUKIN Djifa, EL GUEDDARI Abdelmounaim, « La question migratoire peut-elle être considérée comme un outil de stratégie géopolitique pour le Maroc ? », Institut d'études de géopolitique appliquée, août 2022, URL : <https://www.institut-ega.org/la-question-migratoire-peut-elle-etre-consideree-comme-un-outil-de-strategie-geopolitique-pour-le-maroc/>

définitivement retenue entre les deux partenaires, alors même que la nature des mouvements migratoires entre les deux partenaires est totalement différente. »<sup>63</sup>

Les autorités de l'Union européenne et du royaume du Maroc partagent, parmi leurs intérêts communs, celui de la lutte contre l'immigration clandestine ainsi que la question sous-jacente des conditions de retour des personnes en situation irrégulière. Ce sujet délicat exige l'élaboration d'un cadre juridique adapté, construit sur la base d'engagements mutuels et d'une collaboration renforcée entre les deux parties afin de traiter au mieux le retour de personnes en situation irrégulière dans leur pays d'origine et de transit<sup>64</sup>. Des divergences entre l'Union européenne et le Maroc retardent cependant la signature d'un accord de réadmission Union européenne/Maroc, les principales difficultés étant liées à la facilitation d'octroi des visas pour les ressortissants marocains, aux procédures administratives et à l'appui financier et technique de l'Union entre autres<sup>65</sup>.

Les plus grands flux migratoires étant intra-africains, les autorités marocaines ont une expérience non négligeable dans la gestion de ces flux, qui s'avère être primordiale pour l'Union européenne en matière de lutte contre l'immigration illégale et les réseaux de traite des êtres humains. Il est ainsi important de considérer le partenaire marocain en lui apportant le soutien financier indispensable – nécessitant certainement une réévaluation – tout en lui permettant de ne pas assumer seul, ou presque seul, le fardeau. Ainsi, « aujourd'hui plusieurs projets de lutte contre l'immigration illégale ont été appuyés par les services compétents de l'Union européenne. À ce titre le montant alloué pour la période allant à 2027 s'élève à 500 millions d'euros. »<sup>66</sup> La partie marocaine estime cependant que cette aide est en-deçà de ce dont elle a besoin, chiffrant ses dépenses à 427 millions d'euros par an<sup>67</sup>.

## II. La France, l'Europe et le royaume du Maroc : des enjeux géopolitiques et géoéconomiques à la croisée des chemins

En quoi la doctrine marocaine sur le Sahara occidental a-t-elle évolué et quelle issue possible pour cette nouvelle doctrine ?

### 1. La question du Sahara occidental, un enjeu déterminant

- **Analyse géostratégique des positions des grandes puissances**

Depuis plusieurs années, la question du Sahara occidental demeure au cœur des préoccupations régionales. Ce territoire, considéré comme non autonome par les Nations unies, est en effet source de tensions. Cette ancienne colonie espagnole annexée par le Maroc en 1975 ne connaît à ce jour aucune solution politique et son statut reste *de facto* en suspens. En 1975,

---

<sup>63</sup> *Idem.*

<sup>64</sup> *Idem.*

<sup>65</sup> *Idem.*

<sup>66</sup> *Idem.*

<sup>67</sup> Propos de Khalid Zerouali Khalid, en charge de la migration et de la surveillance des frontières au ministère de l'Intérieur marocain, recueillis par l'agence espagnole EFE le 18 septembre 2022.

les Espagnols transfèrent l'administration de leur ancienne colonie au royaume du Maroc et la partie sud à la Mauritanie.

Le Front Polisario, un groupe armé local, soutenu par l'Algérie, se bat pour l'indépendance de la région en imposant une résistance à l'armée marocaine.

Depuis 45 ans, ce territoire est revendiqué par le royaume du Maroc qui n'a cessé d'y renforcer son emprise et sur lequel il exerce un contrôle effectif avec tous les attributs de souveraineté (sécurité, défense, monnaie, justice, droit, etc.)<sup>68</sup> Le Front Polisario et une partie des sahraouis sont installés dans les camps de Tindouf en Algérie en attendant un hypothétique référendum d'autodétermination, bien que la première tentative d'en organiser un, à la fin des années 90, s'est soldée par un échec manifeste du fait de l'impossibilité d'organiser un recensement des populations appelées à y participer<sup>69</sup>. Ces différents affrontements ont poussé Rabat à construire dans les années 80 une barrière défensive, un mur de 2700 kilomètres de long qui divise *de facto* la région<sup>70</sup>.

Il faudra attendre 1991 pour obtenir un cessez-le-feu soutenu par une mission de la paix de l'ONU. Le 11 avril 2007<sup>71</sup>, pour tenter de trouver une issue à ce conflit, le Maroc a proposé d'accorder à ces provinces du sud une autonomie élargie sous sa souveraineté. Dans la résolution 2548 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée le 30 octobre 2020, la prééminence de l'initiative marocaine d'autonomie est reconnue pour la 17<sup>ème</sup> fois depuis 2007 par le Conseil comme étant « sérieuse et crédible »<sup>72</sup>. Le jeudi 27 octobre 2022, la résolution 2654 du Conseil de sécurité renouvelle le mandat de la MINURSO pour un an jusqu'à fin octobre 2023 et consacre les acquis antérieurs du Maroc. La chancellerie marocaine évoque ainsi une « résolution de confirmation et d'évolution ». Si dans l'enceinte onusienne et particulièrement au Conseil de sécurité le royaume chérifien a bénéficié d'un soutien constant, dans les faits les Cinq ont eu tendance à faire preuve de vigilance quant à leurs déclarations et intentions diplomatiques.

Cette question de la marocanité du Sahara doit aussi s'analyser sous le prisme géopolitique, en considérant qu'aucune solution ne peut être imposée au Maroc du fait de son contrôle effectif du territoire. Aujourd'hui, le Sahara occidental continue de cristalliser les passions.

Un tournant s'est opéré en décembre 2020 lorsque le président américain, Donald Trump, a reconnu la souveraineté marocaine sur le territoire disputé. Cette reconnaissance est un basculement majeur puisqu'elle est le fait de la première puissance mondiale et il convient de relever qu'elle n'a pas été remise en question par l'administration Biden, permettant au royaume d'espérer un effet multiplicateur. La reconnaissance américaine est offerte en échange d'une reprise des relations diplomatiques entre le Maroc et Israël, sans toutefois s'inscrire dans le cadre des « accords d'Abraham », le royaume insistant sur sa double spécificité de pays ayant

<sup>68</sup> Entretien avec Nabil Adel, réalisé par l'Institut d'études de géopolitique appliquée le 27 septembre 2022.

<sup>69</sup> MOHSEN-FINAN Khadija, « Le règlement du conflit du Sahara occidental. À l'épreuve de la nouvelle donne régionale », *Politique africaine*, vol. 76, no. 4, 1999, pp. 95-105.

<sup>70</sup> « Le Sahara occidental, source de tensions depuis des années », *France 24*, (495) Le Sahara occidental, source de tensions depuis des années, YouTube, 4 novembre 2021.

<sup>71</sup> Date à laquelle le Maroc a présenté son plan d'autonomie au Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

<sup>72</sup> Résolution 2548 (2020), Conseil de sécurité des Nations unies, 30 octobre 2020.

700 000 Juifs établis en Israël et le Roi du Maroc officiant comme Président du Comité Al Qods, étant donc garant du statut de Jérusalem.

Ce changement géopolitique majeur s'insère dans une séquence dans laquelle le Maroc a défini de nouvelles relations stratégiques car il avait déjà engagé depuis le début des années 2010 une diversification de ses alliances. Le pays a en outre engrangé des soutiens à son plan d'autonomie sur le Vieux continent, en ce que l'Espagne, les Pays-Bas et l'Allemagne reconnaissent depuis 2022 le tracé présenté par le Maroc et soutiennent la proposition de large autonomie.

Les enjeux pour le Maroc sont donc le parachèvement de son intégrité territoriale, l'accélération de son développement économique et la confirmation de son statut de puissance régionale<sup>73</sup>. Sa proposition de très large autonomie, si elle a pu créer un effet d'engouement, fut freinée par la crise financière mondiale de 2008 car ce dossier doit être lu à l'aune d'autres enjeux aux dimensions économiques et même énergétiques. Avec la montée irrésistible des prix de l'énergie lors de cette période, les grandes puissances qui soutenaient avec force le plan d'autonomie marocain lors de sa présentation à l'ONU, ont peu à peu réduit leur enthousiasme afin de ménager l'Algérie, premier producteur de pétrole et de gaz de la région.

- **La position française : quelles perspectives ?**

Le conflit du Sahara occidental, qui s'enlise, a des répercussions sur les relations entre l'Algérie et la France<sup>74</sup>, cette dernière soutenant les revendications du Maroc et celles de l'Espagne. La France, l'Espagne et les États-Unis sont, à des degrés divers, favorables au plan d'autonomie avancé par le Maroc.

De toute évidence, les intérêts des différents pays occidentaux et maghrébins empêchent de trouver un consensus<sup>75</sup>, pourtant indispensable au développement économique de la région mais également pour la lutte contre le terrorisme<sup>76</sup>. Les relations entre Paris et Alger seraient indéniablement tendues en cas d'une reconnaissance officielle par la France de la souveraineté marocaine sur le Sahara, soit un pas au-delà de la reconnaissance du projet de large autonomie comme solution « sérieuse et crédible ». Une période de froid diplomatique suivrait, avec des conséquences que nul ne peut exhaustivement évaluer. Les autorités françaises doivent donc travailler de façon pragmatique pour se projeter sur l'avenir de leurs partenariats stratégiques en Afrique du Nord et en Afrique en général. Il est évident que le Maroc est un partenaire de poids et il n'est pas inenvisageable que dans un avenir à l'horizon toujours incertain, la France franchisse le pas en s'alignant sur les positions de ses alliés américains et espagnols. Il n'est pas non plus incohérent d'imaginer la France faire valoir une position moins explicite, ce qui serait en revanche à son désavantage car ne réglerait pas la situation et affecterait davantage ses intérêts à long terme. En définitive, il convient de ne pas s'enthousiasmer à l'idée d'un scénario

---

<sup>73</sup> Entretien avec Nabil Adel, réalisé par l'Institut d'études de géopolitique appliquée le 27 septembre 2022.

<sup>74</sup> DUBOIS Sandie, « Le conflit au Sahara occidental : un frein au développement du Maghreb », in *Atlas géopolitique du monde contemporain* (dir. BERTOLINO Romain, NEGRUS Alexandre, TARDIEU Nato), éditions Ellipses, mars 2022, 256 p.

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> *Ibid.*



relatif à la future position française car de nombreux facteurs politiques et stratégiques s'entremêlent. Les scénarios pessimistes sont également à bannir.

La question centrale est de savoir ce que chaque partie attend de l'autre. Les européens, d'une part, cherchent à consolider leurs affaires et à obtenir de nouvelles parts de marché en Afrique, notamment dans l'ouest francophone, en comptant sur l'appui du Maroc pour y parvenir. D'autre part, le royaume du Maroc qui consolide son économie et émerge en tant que puissance, attend une considération plus représentative et équilibrée de ce qu'elle permet à ses partenaires.

Le Président de la République française Emmanuel Macron, lors de sa visite officielle en Algérie en août 2022, a déclaré conjointement le 27 août avec son homologue algérien Abdelmadjid Tebboune que les deux autorités allaient travailler pour « un partenariat renouvelé, concret et ambitieux ». Du 9 au 10 octobre 2022, la Première ministre française – accompagnée de seize ministres du gouvernement - effectuait elle aussi un déplacement officiel à Alger<sup>77</sup>, au cours duquel des discussions sur les jeunesses française et algérienne figuraient au programme, ainsi que la crise énergétique et la volonté européenne de diversifier ses approvisionnements dans un contexte de guerre en Ukraine qui redistribue nombre de cartes. L'un des faits les plus intéressants, au cours de la visite du président Macron, ne réside pas forcément dans ce qui a été dit haut et fort mais plutôt dans les sujets qui ont été abordés avec beaucoup de précaution. C'est notamment le cas du Sahara, puisque le président français n'a donné aucun motif de satisfaction à l'Algérie. Dans la lignée de ce déplacement le Président français a annoncé se rendre au Maroc « en octobre 2022 », bien conscient que ce dialogue franco-algérien ne doit pas se faire au détriment des relations avec Rabat, déjà tendues ces derniers temps notamment en raison de l'affaire des visas<sup>78</sup>. Toutefois, cette visite présidentielle n'a pas eu lieu et à date, cette visite n'a plus été évoquée par Paris ou Rabat. À défaut d'un déplacement présidentiel, le 18 octobre 2022 le ministre délégué auprès du chef de la diplomatie française, chargé du Commerce extérieure, de l'Attractivité et des Français de l'étranger Olivier Becht s'est rendu au Maroc pour une visite de trois jours. Si les relations actuelles entre Paris et Alger sont fortement axées autour de la question mémorielle, la France serait perdante à négliger son partenaire marocain, avec qui les alliances peuvent s'avérer efficaces dans le cadre d'une vision stratégique de long terme. D'autant plus que le Maroc dispose d'une situation géographique avantageuse, en tant que façade atlantique et méditerranéenne<sup>79</sup>. Considérer le seul besoin gazier de la France serait donc une vision court-termiste dangereuse. La diplomatie française aurait à gagner à analyser en profondeur son calcul entre alliances de circonstances et alliances historiques et stratégiques à horizon lointain. Lors de la rencontre à venir au plus haut sommet entre les autorités françaises et marocaines, Emmanuel Macron discutera sans doute du Sahara avec le roi Mohammed VI, ce dernier ayant appelé lors

---

<sup>77</sup> Site officiel du gouvernement français.

<sup>78</sup> La France a drastiquement revu l'octroi de visas aux ressortissants marocains, qu'ils soient étudiants ou hommes et femmes d'affaires.

<sup>79</sup> GAYARD Laurent, « Ne sacrifions pas Rabat pour Alger », Tribune, *Le Figaro*, 17 septembre 2022.

de son discours du 20 août 2022 ses partenaires encore indécis à lever toute ambivalence sur ce dossier<sup>80</sup>.

La position française sur la question du Sahara se déterminera ainsi en fonction de facteurs économiques et géoéconomiques. Les autorités marocaines ont saisi que leur croissance économique sera un facteur clefs des futurs positionnements des principales chancelleries.

## ***2. Les perspectives économiques, géoéconomique et politiques de la coopération entre l'Europe et l'Afrique***

### **• L'Afrique : un marché convoité par l'Europe**

L'Afrique est au cœur des préoccupations des principales chancelleries, sur fond de guerre en Ukraine. Les autorités des grandes puissances s'y succèdent pour aller à la rencontre de dirigeants<sup>81</sup>. La France et l'Europe ont des opportunités pour renouveler et redynamiser leurs relations avec les partenaires africains.

L'Europe regarde de plus en plus vers le sud de la méditerranée. Parmi les pays de l'Afrique du Nord, c'est le Maroc qui se distingue par ses transformations socio-économiques. Pays réformateur, comme en atteste la promotion de la condition de la femme marocaine comme nouvelle priorité du règne du Roi Mohammed VI<sup>82</sup> à l'occasion de son allocution du 30 juillet 2022, le Maroc a également entrepris nombre de mesures, signe qu'il est engagé dans la voie de réformes essentielles. Le Maroc, malgré le choc de la crise pandémique et les effets conjugués de la guerre russo-ukrainienne, semble d'après plusieurs indicateurs, faire preuve de résilience, bien plus que d'autres nations qui, affichant le même niveau de développement, ne semblent pas réussir à trouver les mêmes ressorts socio-économiques.

---

<sup>80</sup> « Sahara occidental : le roi Mohammed VI exhorte les pays alliés à soutenir le Maroc », *France 24*, 21 août 2022.

<sup>81</sup> « Les États-Unis annoncent une offensive diplomatique en Afrique », *RFI*, 30 juillet 2022.

<sup>82</sup> BENAMOUR Najib, « Au Maroc, le nouvel élan réformateur de Mohammed VI », *La Tribune Afrique*, 7 août 2022.



## LE ROYAUME DU MAROC : UNE ÉCONOMIE RÉILIENTE

L'agence de notation financière américaine Moody's a relevé à « stable » la perspective attachée à la note Ba1 du Maroc, attestant de la résilience de l'économie nationale face à la pandémie de Covid-19 et la qualité de la gestion des finances publiques.

**La reprise du PIB réel.** Le niveau pré-pandémie de Covid-19 est en passe d'être retrouvé, signe d'une bonne capacité de gestion de crise par les autorités marocaines. La croissance annuelle moyenne du PIB devrait converger vers 3% à 3,5% d'ici 2025.


**Performances en matière de gouvernance.** Le gouvernement serait potentiellement en mesure de mettre en œuvre un assainissement budgétaire progressif pour stabiliser le ratio d'endettement et les comptes budgétaires.

Le choc mondial des prix des matières premières

La Maroc dispose d'importantes réserves de changes lui permettant d'absorber l'impact du choc mondial des prix des matières premières. Cela permettra au Royaume de maintenir la stabilité sociale face à l'exposition du Maroc au choc des prix des denrées alimentaires et énergétiques provoqué par la guerre en Ukraine.

L'approvisionnement alimentaire mondial

Le Maroc possède plus de 70 % des réserves mondiales de phosphate, un minéral utilisé dans les engrais. Il est l'un des quatre premiers exportateurs d'engrais au monde, avec la Russie, la Chine et le Canada. Si la Russie effectuait du chantage quant à l'exportation d'engrais, le Maroc serait un élément centrale de l'approvisionnement mondial, à condition de trouver un équilibre durable en matière de consommation d'énergie et d'eau.



© Institut d'études de géopolitique appliquée

19

Sources : [www.h24info.ma](http://www.h24info.ma), [www.bladf.net](http://www.bladf.net)

De ce fait le Maroc, puissance émergente, est un acteur incontournable dans l'approche euro-africaine. Une grande partie des parts de marchés ne pourront être acquises par les européens sur le continent africain qu'avec le Maroc comme pivot, car sa reconfiguration économique-sociale est accompagnée d'une reconfiguration géopolitique. Avoir les yeux rivés vers l'est, avec la guerre en Ukraine, ne représenterait qu'une vision de court terme qui enfermerait définitivement l'Europe dans un piège. Le changement de dimension amorcé par le Maroc est un indicateur très pertinent qu'il sera la pierre angulaire des relations nord-sud<sup>83</sup>. Faisant preuve d'une capacité de projection et d'anticipation, tout en assumant des ambitions pour les années à venir, le Maroc peut être considéré comme un partenaire solide par l'Europe. Dans de nombreux secteurs, le pays semble être pionnier ou, a minima, un exemple. Une garantie pour ses partenaires, qui doit inciter les acteurs à renouveler leur approche et à définir une coopération multidimensionnelle rééquilibrée car si les Européens prennent d'importantes parts de marchés au Maroc et ailleurs en Afrique du Nord et Afrique subsaharienne, réalisant ainsi d'importants chiffres d'affaires, la contrepartie doit s'équilibrer afin de pérenniser cette relation gagnant-gagnant. Les autorités françaises et européennes doivent dès lors se passer de toute vision manichéenne s'agissant du Maroc et de tout partenaire nord-africain, puis adopter une posture qui fasse preuve d'égalité.

Au-delà de l'Afrique du Nord, la France et l'Union européenne cherchent à pénétrer des marchés subsahariens. Là encore, le Maroc sera un acteur essentiel dans cette stratégie car l'Afrique subsaharienne, dans une logique de coopération sud-sud, est l'une des priorités en matière de politique étrangère du royaume. Les partenariats du Maroc avec les pays de l'Afrique subsaharienne surgissent dans une multitude de secteurs, tels que l'éducation, le développement agricole pour la sécurité alimentaire, l'économie et la finance, les infrastructures et l'environnement. Le Maroc est le deuxième pays leader sur le continent africain pour les investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne. L'expérience marocaine sera donc

<sup>83</sup> ALAOUI Abdelmalek, « Ce que signifie la trajectoire du Maroc pour la France et pour l'Europe », *La Tribune*, 8 août 2022.

incontournable. Du fait de sa relation historique avec l'Europe, le Maroc constitue naturellement le trait d'union entre les deux continents.

- **La nécessaire doctrine de politique étrangère de la France en Afrique**

Incontestablement, les relations avec l'Afrique sont une priorité diplomatique pour l'exécutif français. Trois mois après sa réélection à la présidence de la République française, Emmanuel Macron se déplaçait en Afrique. Au programme, des visites au Cameroun, au Bénin et en Guinée-Bissau. L'Élysée évoque une démarche de « renouvellement de la relation de la France avec le continent africain »<sup>84</sup>, ce afin de répondre aux nouveaux défis du fait du développement exponentiel des relations politico-économiques d'un certain nombre d'États africains avec la Chine et la Russie.

Dans un contexte de polarisation et de fragmentation des relations entre la France et l'Afrique<sup>85</sup>, le pays des Lumières a perdu son attractivité. La politique étrangère française en Afrique n'a pas su intégrer, ces dernières décennies, les données historiques relatives aux sociétés africaines post-indépendances. La France s'est appuyée sur l'outil militaire comme vecteur de protection de ses intérêts économiques et politiques en Afrique, provoquant ainsi une crise d'efficacité, de légitimité et de confiance, lui faisant perdre d'importantes parts de marché<sup>86</sup>. Dans la compétition géoéconomique qui l'oppose à nombre de sujets tels que la Russie, la Chine ou encore la Turquie, pour ne citer qu'eux, cela s'est avéré être une erreur. La France, en se focalisant sur ses dispositifs militaires, a perdu toute capacité d'adaptation à des événements externes<sup>87</sup>. La coopération sécuritaire n'a pas été accompagnée d'une stratégie pour sécuriser ses avantages économiques. Bien au contraire, un sentiment anti-français s'est développé dans un contexte de forte compétition stratégique avec la Chine (principal concurrent de la France et de l'Europe en Afrique), l'Inde, le Brésil, la Russie et la Turquie.

Pour redynamiser sa politique commerciale en Afrique et retrouver des parts de marché, la France doit dépasser la logique de l'aide, pour se focaliser sur l'investissement et le développement. Acteurs privés et pouvoir publics doivent faire partie de cette nouvelle stratégie.

Cette diplomatie commerciale de la France en Afrique passera inévitablement par l'Afrique du Nord car c'est dans cette zone que se trouvent les plus importants clients africains de la France (en termes de valeur) ainsi que les pays où les achats français sont les plus importants.

---

<sup>84</sup> « Emmanuel Macron retrouve l'Afrique, priorité diplomatique », *Le Figaro avec AFP*, 23 juillet 2022.

<sup>85</sup> NGUEMBOCK Samuel, « Les relations économiques entre la France et l'Afrique face aux enjeux géopolitique et géoéconomiques », in *La France en Afrique : fin de partie ? Areion Group*, Juillet-Août 2022, 100 p.

<sup>86</sup> *Ibid.*

<sup>87</sup> *Ibid.*

**Tableau 1 : Les plus importants clients africains de la France<sup>88</sup>**

Pays	Achats (en milliards d'euros)
Algérie	4,9
Maroc	4,75
Tunisie	3,3
Égypte	2,3

**Tableau 2 : Les achats français en Afrique<sup>89</sup>**

Pays	Achats (en milliards d'euros)
Maroc	5,5
Tunisie	4,5
Algérie	4,2

Chiffres à l'appui, l'Afrique du Nord et notamment le Maroc constituent la porte d'entrée de la France en Afrique. Les exportations françaises vers l'Afrique du Nord sont les plus importantes par rapport à celles vers l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Pour récupérer des parts de marché, la politique économique de la France en Afrique doit porter la focale sur une multitude de secteurs. Si celui des hydrocarbures est d'une importance capitale, notamment dans un contexte de guerre russo-ukrainienne qui affecte la France et le continent européen en la matière, il convient de relever que la France opère une diversification de ses investissements, dans les secteurs de l'agroalimentaire, des technologies, de l'information et des communications, ou encore dans les secteurs pharmaceutiques et de la construction<sup>90</sup>.

Pour refonder la relation avec l'Afrique, le Maroc sera donc un acteur clef.

### **3. *Éléments conclusifs et de recommandations : Préparer demain, dès aujourd'hui***

Le Maroc est pleinement engagé dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Pour ce faire, Rabat a utilisé une approche globale et multidimensionnelle pour répondre aux différentes menaces émanant de la radicalisation et du terrorisme. Les mesures prises par le royaume ont pu apporter des réponses aux enjeux sécuritaires aussi bien sur le plan national, régional et même international. Le royaume a su restructurer le champ religieux, en sus de l'engagement constant et opérationnel de la DGST pour renforcer la coopération internationale contre le terrorisme.

<sup>88</sup> Agence Ecofin, « Les chiffres du commerce entre la France et les pays africains (2019) – Infographie », 13 novembre 2020.

<sup>89</sup> *Ibid.*

<sup>90</sup> NGUEMBOCK Samuel, « Les relations économiques entre la France et l'Afrique face aux enjeux géopolitique et géoéconomiques », in *La France en Afrique : fin de partie ?*, Areion Group, Juillet-Août 2022, 100 p.

→ **Le royaume est donc un maillon essentiel et décisif dans cette lutte partagée par la France et l'Union européenne.**

Le royaume chérifien et la république française partagent une histoire commune et sont des pays amis malgré des périodes de crises qui ont et devront toujours être surmontées grâce à un dialogue franc et constant.

→ **La question des visas ne doit pas continuer à prendre beaucoup d'espace dans les relations bilatérales entre la France et le Maroc.**

Les autorités françaises et marocaines devront dès lors, rapidement, régler cet épineux dossier qui entache une coopération plus large qui est par ailleurs efficace.

→ **S'agissant de la question du Sahara, la France gagnerait à se positionner de manière formelle et sans ambiguïté.**

Le contexte de la guerre en Ukraine est une opportunité pour approfondir des relations avec des partenaires historiques.

L'Union européenne est également une organisation qui doit continuer de travailler en bonne intelligence avec le Maroc, dans l'intérêt de toutes les parties. Les acteurs européens du secteur privé doivent également poursuivre une coopération approfondie. Une illustration récente réside dans la livraison au Maroc de systèmes CAESAR et de 36 camions équipés de systèmes d'artillerie de 150mm par Nexter, société du groupe KNDS et leader européen de la défense terrestre<sup>91</sup>.

→ **Le soutien de l'Union sur la question migratoire doit faire l'objet de négociations pour réfléchir à des ajustements correspondant à la réalité du terrain d'un point de vue opérationnel.**

Une grille de lecture géoéconomique s'impose également, dans la mesure où le Maroc se positionne comme une puissance émergente, ambitieuse et dont la stabilité est une garantie pour la France et l'Union européenne.

→ **L'Afrique comme marché d'avenir pour l'Europe serait un positionnement français et européen bien prétentieux si les contreparties ne s'équilibrent pas, dans le cadre d'une relation d'équité où chaque partie donne et reçoit dans un intérêt commun.**

<sup>91</sup> Affinis Défense, Actualité défense, septembre 2022.

## Bibliographie

### Ouvrages

MOHSEN-FINAN Khadija, « Le règlement du conflit du Sahara occidental. À l'épreuve de la nouvelle donne régionale », *Politique africaine*, vol. 76, no. 4, 1999, pp. 95-105.

DUBOIS Sandie, « Le conflit au Sahara occidental : un frein au développement du Maghreb », in *Atlas géopolitique du monde contemporain* (dir. BERTOLINO Romain, NEGRUS Alexandre, TARDIEU Nato), éditions Ellipses, Mars 2022, 256 p.

ALAOUI Abdelmalek, *Le temps du Maroc. 2020-2021 Résilience et émergence du Royaume Chérifien, La Croisée des Chemins*, 24 septembre 2021, 360 p.

IRAQI Ahmed, *Géopolitique des investissements marocains en Afrique. Entre intérêt économique et usage politique*, éditions L'Harmattan, Paris, 27 janvier 2022, 154 p.

### Revues

NGUEMBOCK Samuel, « Les relations économiques entre la France et l'Afrique face aux enjeux géopolitique et géoéconomiques », in *La France en Afrique : fin de partie ?*, *Areion Group*, Juillet-Août 2022, 100 p.

BERTOLINO Romain, NEGRUS Alexandre (dir.), *L'Afrique subsaharienne : Les enjeux du nouveau centre du monde*, *Revue Diplomatique*, n°8, *Institut d'études de géopolitique appliquée*, Paris, Janvier 2020.

### Articles scientifiques

SORICELLI Corentin, *L'aide au développement, nouvelle stratégie sécuritaire de la France au Sahel*, *Institut d'études de géopolitique appliquée*, Paris, p.10, 23 août 2022.

EL AJLAOUI Moussaoui, « Les défis et enjeux sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien », *Dialogues sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien*, p.7, 2016.

KENZA BERRADA Kathya, « La question du retour des combattants terroristes étrangers : Aperçu de l'expérience marocaine », *European Eye on Radicalization*, 25 mars 2020.

### Entretiens

Entretien avec Abdelmounaim El Gueddari, le 18 août 2022.

Entretien avec El Mostafa Rezrazi, le 20 septembre 2022.

Entretien avec Nabil Adel, le 27 septembre 2022.

## Articles de presse

« Une plainte visant le chef des renseignements marocain classée », *Le Figaro*, 19 juillet 2016

KADIRI Ghalika, « Incompréhension et colère au Maroc après l'annonce de la réduction des visas par la France », *Le Monde Afrique*, 28 septembre 2021

« Visas : le Maroc déplore la 'décision injustifiée' de la France », *Le Point*, 28 septembre 2021

TOUMI Hassan, Maroc – Cherkaoui Habboub : « Sur l'anti-terrorisme, il n'y a aucune coopération avec l'Algérie, et nous le regrettons », *Jeune Afrique*, 9 mars 2021

Les derniers soldats français ont quitté le Mali, mettant fin à neuf ans d'opérations, *France 24*, 15 août 2022.

« Le Maroc plaide pour une réponse multilatérale dans la lutte contre le terrorisme », *Aujourd'hui le Maroc*, 12 mai 2022.

*African Lion 2022*, le plus large exercice militaire en Afrique, piloté par le Maroc et les États-Unis, *Euronews*, 21 juin 2022.

SIALI Mohamed, « Le chef de la lutte contre le terrorisme au Maroc : 'Le Sahel est le centre de préoccupation principal de Rabat' », *Atalayar*, 16 avril 2022.

AIRAULT Pascal, « Comment le Maroc a structuré ses services de lutte contre le terrorisme », *L'Opinion*, 29 juillet 2019.

BENHIDA Bouchra, « Maroc : le leadership monarchique 'de l'islam du juste milieu' », *Afrique La Tribune*, 27 juillet 2019.

L.K, « Lutte contre l'extrémisme : 239 détenus ont bénéficié du programme « Moussalaha » (Réconciliation) », *Maroc Hebdo*, 29 juillet 2022.

« Quand la DGST vient au secours du FBI des États-Unis », *Maroc diplomatique*, 27 janvier 2021.

« Maroc : arrestation d'un membre présumé de l'EI soupçonné de 'projet terroriste' », *Le Figaro*, 29 septembre 2022.

Propos de Khalid Zerouali Khalid, en charge de la migration et de la surveillance des frontières au ministère de l'Intérieur marocain, recueillis par l'agence espagnole EFE le 18 septembre 2022.

GAYARD Laurent, « Ne sacrifions pas Rabat pour Alger », *Tribune, Le Figaro*, 17 septembre 2022.

« Sahara occidental : le roi Mohammed VI exhorte les pays alliés à soutenir le Maroc », *France 24*, 21 août 2022.



« Les États-Unis annoncent une offensive diplomatique en Afrique », *RFI*, 30 juillet 2022.

BENAMOUR Najib, « Au Maroc, le nouvel élan réformateur de Mohammed VI », *La Tribune Afrique*, 7 août 2022.

ALAOUI Abdelmalek, Ce que signifie la trajectoire du Maroc pour la France et pour l'Europe, *La Tribune*, 8 août 2022.

« Emmanuel Macron retrouve l'Afrique, priorité diplomatique », *Le Figaro avec AFP*, 23 juillet 2022.

## Vidéos

« Lutte antiterroriste & service militaire au Maroc », *Medi1TV Afrique*, 16 mai 2022, <https://www.youtube.com/watch?v=Zl3odm2bSJs>

« Lutte antiterroriste : l'expertise marocaine reconnue à l'échelle internationale », *Medi1TV Afrique*, 9 décembre 2020, (571) Lutte antiterroriste : l'expertise marocaine reconnue à l'échelle internationale - YouTube.

« Le Sahara occidental, source de tensions depuis des années », *France 24*, (495) Le Sahara occidental, source de tensions depuis des années, YouTube, 4 novembre 2021.

## Résolution onusienne

Résolution 2548 (2020), Conseil de sécurité des Nations unies, 30 octobre 2020.

## Sites internet

Agence Ecofin : <https://www.agenceecofin.com/>

Frontex : <https://frontex.europa.eu/fr/>

Gouvernement français : <https://www.gouvernement.fr/>

Gouvernement marocain : <https://maroc.ma/fr>

Institut Mohammed VI de formation des imams mourchidine et mourchidat : <https://formation.umfrance.fr/linstitut-mohammed-vi/>

Ministère de la Justice français : <http://www.justice.gouv.fr/>

Ministère des Affaires étrangères, de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger : <https://www.diplomatie.ma/fr>

Organisation des Nations unies : <https://www.un.org/fr/>

U.S. Department of State : <https://www.state.gov/>







# Institut EGA

---

Institut d'études de géopolitique appliquée

121 rue du Vieux Pont de Sèvres – 92100 Boulogne-Billancourt

Tél. +33 3 85 51 27 78

[www.institut-ega.org](http://www.institut-ega.org)

ISSN 2739-3283

Dépôt légal : Novembre 2022

Tous droits réservés

Imprimé en France